



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
de l'alimentation, de l'agriculture
et de la forêt de Normandie**

Arrêté portant sur le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA) de Normandie

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment :
- l'article L312-1 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA)
 - les articles L331-1 et suivants
 - les articles R331-1 et suivants
- Vu** le décret du 1^{er} avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles
- Vu** l'arrêté ministériel du 18 septembre 2015 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors-sol
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles
- Vu** l'avis du conseil régional de la Région Normandie du 16/11/2020
- Vu** l'avis de la chambre régionale d'agriculture de Normandie du 27/11/2020
- Vu** l'avis de la commission régionale de l'économie agricole et du monde rural de Normandie du 16/10/2020

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTE

Article 1^{er}

Définitions

1.1 – Définitions communes au territoire national

En application de l'article L331-1-1, les différents types d'opérations mentionnées à l'article L312-1, qui peuvent être soumises au contrôle des structures au regard du présent schéma, sont :

- **L'installation** : action de s'établir sur une ou plusieurs unités de production constituant une entité juridique et économique autonome et indépendante pour y exercer une activité agricole.
- **La réinstallation** : fait de remettre en valeur une exploitation agricole, suite à expropriation ou éviction certaine en application de l'article L. 13-11 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou des articles L. 411-58 à L. 411-63 du

code rural et de la pêche maritime

- **L'installation progressive** : toute installation faite en plusieurs étapes (durée maximale de 4 ans) conformément au projet approuvé par l'autorité administrative pour atteindre le seuil de viabilité économique requis
- **L'agrandissement** : fait, pour une personne, physique ou morale, mettant en valeur une exploitation agricole, d'accroître la superficie de cette exploitation.
- **La réunion d'exploitations** : création d'une nouvelle personne morale à partir de deux exploitations existantes au moins, correspondant au cumul exact des deux ou plus exploitations préexistantes
- est également considéré comme un **agrandissement ou une réunion d'exploitations** au bénéfice d'une personne morale, la mise à disposition de biens d'un associé exploitant lors de son entrée dans une personne morale
- **L'agrandissement ou la réunion d'exploitations à titre indirect** par une personne associée dans une ou plusieurs sociétés ou exploitations à objet agricole : fait de participer dans la société aux travaux de façon effective et permanente, selon les usages de la région et en fonction de l'importance de ces unités de production. Dans ce cas, c'est l'ensemble des unités de production de la société qui sera pris en compte dans le calcul de la superficie totale de l'exploitation du demandeur
- **La concentration d'exploitations** : adjonction d'une nouvelle unité de production, de manière directe ou indirecte, entre les mains d'une même personne ayant pour conséquence de diminuer possiblement la diversité des productions et le nombre d'emplois des exploitations concernées
- **La création ou extension des capacités d'un atelier de production hors sol** : fait, pour une ou plusieurs personnes physiques ou morales, de mettre en valeur un atelier de production hors sol à titre individuel ou dans le cadre d'une personne morale, ou d'accroître la capacité de cet atelier de production hors sol dans les mêmes conditions

Pour fixer les critères d'appréciation de l'intérêt d'une opération, on entend par :

- **Maintien et consolidation d'une exploitation existante** : fait de permettre à une exploitation agricole d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable
- **Preneur en place** : exploitant agricole individuel mettant en valeur, à titre exclusif ou non, une exploitation agricole en qualité de titulaire de tout bail rural sur les terres de ladite exploitation. Lorsque le bien pris à bail est mis, par son détenteur, à disposition d'une société d'exploitation dans laquelle il est associé, il y a lieu de prendre en compte, en comparaison de situation demandeur-s/preneur, la situation de la société
- **Année culturale** : période annuelle correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un ou plusieurs cycles biologiques de caractère végétal, comprise entre les travaux préparatoires à l'unique ou première culture récoltée et les travaux de remise en état de repos du sol postérieurs à la dernière culture récoltée ou, à défaut de tels travaux, entre la première et la dernière récolte de l'année. Pour les autres types de productions, période de douze mois suivants la date de l'autorisation
- **Dimension économique d'une exploitation** : elle s'apprécie au regard des superficies exploitées, des activités principales envisagées et des productions choisies

1.2 - Autres définitions

- **Agriculteur et/ou installation à titre principal** : toute personne exerçant une activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural et de la pêche maritime, et justifiant d'un revenu agricole égal ou supérieur à 50 % du revenu professionnel global
- **Agriculteur et/ou installation à titre secondaire** : toute personne exerçant une activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural et de la pêche maritime, et justifiant d'un revenu agricole inférieur à 50 % du revenu professionnel global
- **Installation aidée** : installation d'un agriculteur qui s'est engagé dans un parcours à l'installation aidée cofinancée par le FEADER (Plan de Professionnalisation Personnalisée (PPP) agréé) ou financé par la Région (inscription au stage 21 h)
- **Actif agricole** : toute personne qui travaille à temps plein ou partiel sur une exploitation. La population permanente comprend les chefs d'exploitation, les conjoints collaborateurs et les associés exploitants des sociétés, les salariés permanents qui effectuent un travail régulier tout au long de l'année, quelle que soit sa durée. La population non permanente comprend les apprentis, les salariés saisonniers ou occasionnels
- **Conjoint** : on entend par conjoint de l'exploitant la personne à laquelle il est lié par un

mariage civil ou par un pacte civil de solidarité (PACS)

- **Parcelles de proximité de bâtiments d'élevage** : parcelle cadastrale ou îlot de parcelles cadastrales situé en continuité du parcellaire du demandeur, à une distance maximale de 500 mètres à vol d'oiseau du bâtiment de l'exploitation qui accueille des animaux pâturants constituant l'atelier principal de l'exploitation. Ces terres doivent permettre l'accessibilité des animaux aux pâtures. La présence d'une voie intercalaire franchissable par les animaux pourra être admise comme ne faisant pas obstacle à la continuité décrite ci-dessus
- **Modalités de calcul de la distance** : la mesure de la distance s'effectue à vol d'oiseau entre le point le plus proche de la parcelle ou de l'îlot demandé et le siège d'exploitation

Article 2

Orientations

Ces orientations ne sont pas hiérarchisées.

Au regard des objectifs fixés à l'article L331-1 du code rural et de la pêche maritime, les orientations de la politique régionale poursuivie doivent promouvoir une agriculture diversifiée, source d'emplois et génératrice de revenu pour les agriculteurs, et plus particulièrement pour la région Normandie :

- Favoriser l'installation, y compris de celles et ceux engagés dans une démarche d'installation progressive, présentant un projet économiquement viable
- Assurer le renouvellement des générations d'agriculteurs
- Assurer la viabilité économique des exploitations
- Accroître la valeur ajoutée à l'échelle de l'exploitation grâce à la diversification des productions et des modes de production
- Conserver des productions agricoles diversifiées
- Contribuer à la multi-performance de l'agriculture régionale
- Lutter contre le démantèlement des exploitations
- Améliorer la structuration foncière des exploitations
- Préserver la destination agricole du foncier
- Préserver l'agriculture en périphérie des villes
- Conforter l'agriculture dans son territoire
- Éviter les agrandissements et les concentrations d'exploitations excessifs
- Encourager le développement d'une agriculture de qualité répondant aux attentes du consommateur, dont les productions sous signe officiel de la qualité et de l'origine (agriculture biologique notamment)
- Développer et promouvoir les contributions positives de l'agriculture à l'environnement
- Maintenir et développer les cultures spécialisées à forte valeur ajoutée
- Apporter une attention particulière aux différentes filières d'élevage
- Maintenir la qualité paysagère et préserver la biodiversité
- Contribuer à la vitalité des zones rurales par la création et le maintien des emplois directs et indirects liés à l'agriculture
- Favoriser le travail en commun

Article 3

Ordre de priorités

3.1 – Règles s'appliquant à toutes les priorités

Les autorisations d'exploiter sont délivrées, en application de l'article L312-1 du code rural et de la pêche maritime, selon un ordre de priorité établi en prenant en compte :

la nature de l'opération, au regard des objectifs du contrôle des structures et des orientations définies par le présent schéma

l'intérêt économique et environnemental de l'opération, selon les critères définis à l'article 5

3.2 – Modalités de délivrance des autorisations d'exploiter

3.2.1 - L'autorité administrative vérifie, compte-tenu des motifs de refus prévus à l'article

L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime, si les conditions de l'opération permettent de délivrer l'autorisation d'exploiter.

En application de cet article, l'autorisation d'exploiter peut être refusée :

- 1) Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du présent schéma
- 2) Lorsque l'opération compromet la viabilité de l'exploitation du preneur en place
- 3) Si l'opération conduit à un agrandissement ou à une concentration d'exploitations, au bénéfice d'une même personne, excessifs au regard des critères définis au 3° de l'article L331-14 du code rural et de la pêche maritime et du seuil fixé à l'article 5.4 du présent schéma, sauf dans le cas où il n'y a pas d'autre candidat à la reprise de l'exploitation ou du bien considéré, ni de preneur en place
- 4) Dans le cas d'une mise à disposition de terres à une société, lorsque celle-ci entraîne une réduction du nombre d'emplois salariés ou non-salariés, permanents ou saisonniers, sur les exploitations concernées

3.2.2 - En cas de demandes concurrentes de même rang de priorité, l'autorité administrative compétente tient compte des critères fixés à l'article 5 pour départager les demandes entre elles et dégager celles qui seront plus prioritaires.

3.2.3 - L'autorisation peut n'être délivrée que pour une partie de la demande, notamment si certaines des parcelles sur lesquelles elle porte font l'objet d'autres candidatures prioritaires au regard du présent schéma.

3.3 – Priorités

L'objectif principal du contrôle des structures est de favoriser l'installation d'agriculteurs, y compris ceux engagés dans une démarche d'installation progressive.

Ainsi, les priorités sont définies comme suit :

Priorité 1. Restructuration parcellaire : Reprise, par une exploitation agricole à titre individuel ou une société composée d'au moins un associé exploitant, de parcelles de proximité de bâtiment d'élevage telles que définies à l'article 1 du présent arrêté, dans la limite d'une surface totale de l'exploitation après reprise fixée à 70 hectares, majorée pour les sociétés de 35 hectares par associé exploitant à temps plein au-delà du 1^{er} et plafonnée à 140 ha

Priorité 2. Installations aidées telles que définies à l'article 1 du présent arrêté, y compris **progressives**, individuellement ou en société avec mise à disposition ou non de terres supplémentaires, dans la limite d'une surface totale de l'exploitation après reprise fixée à 140 hectares, majorée de 70 hectares par associé exploitant à temps plein au-delà du 1^{er} et plafonnée à 350 ha

OU

Réinstallations d'agriculteur en raison de motifs indépendants de leur volonté, dans les cinq ans suivant la perte du foncier, individuellement ou en société avec mise à disposition ou non de terres supplémentaires, dans la limite d'une surface totale de l'exploitation après reprise fixée à 140 hectares, majorée de 70 hectares par associé exploitant à temps plein au-delà du 1^{er} et plafonnée à 350 ha

OU

Installation, à titre principal, du conjoint tel que défini à l'article 1, ne disposant pas des droits pour une retraite à taux plein et travaillant sur l'exploitation en qualité de conjoint collaborateur, associé ou salarié et disposant, à ce titre, d'une expérience professionnelle de cinq années au moins, par transfert de l'exploitation d'une personne d'un même foyer fiscal arrêtant toute activité agricole, individuellement ou en société avec mise à disposition ou non de terres supplémentaires, dans la limite d'une surface totale de l'exploitation après reprise fixée à 140 hectares, majorée de 70 hectares par associé exploitant à temps plein au-delà du 1^{er} et plafonnée à 350 ha

En cas d'indivision successorale, suite au décès de l'exploitant antérieur, le rang de priorité est maintenu pendant 1 an

OU

Maintien de la surface d'exploitation du preneur en place ou du propriétaire exploitant en

faire-valoir direct, en règle avec le régime du contrôle des structures, dans la limite d'une surface totale de l'exploitation après reprise fixée à 140 hectares, majorée de 70 hectares par associé exploitant à temps plein au-delà du 1^{er} et plafonnée à 350 ha

Priorité 3. Autres installations, individuellement ou en société avec mise à disposition ou non de terres supplémentaires, dans la limite d'une surface totale de l'exploitation après reprise fixée à 140 hectares, majorée de 70 hectares par associé exploitant à temps plein au-delà du 1^{er} et plafonnée à 350 ha

Priorité 4. Consolidations d'une exploitation agricole à titre individuel ou d'une société composée d'au moins un associé exploitant, dans la limite d'une surface totale de l'exploitation après reprise fixée à 70 hectares, majorée pour les sociétés de 35 hectares par associé exploitant à temps plein au-delà du 1^{er} et plafonnée à 140 ha

Priorité 5. Autres installations, agrandissements ou réunions d'exploitations à titre individuel ou d'une société composée d'au moins un associé exploitant, **dans la limite du seuil d'agrandissement excessif défini à l'article 5**

OU

maintien de la surface d'exploitation du preneur en place ou du propriétaire exploitant en faire-valoir direct, en règle avec le régime du contrôle des structures, **dans la limite du seuil d'agrandissement excessif défini à l'article 5**

Priorité 6. Autres installations, agrandissements ou réunions d'exploitations à titre individuel ou d'une société composée d'au moins un associé exploitant, **au-delà du seuil d'agrandissement excessif défini à l'article 5**

OU

maintien de la surface d'exploitation du preneur en place ou du propriétaire exploitant en faire-valoir direct, en règle avec le régime du contrôle des structures, **au-delà du seuil d'agrandissement excessif défini à l'article 5**

Priorité 7. Agrandissement des sociétés sans associé exploitant

Priorité 8. La reprise par l'acquéreur initial, ou une société dont il est associé, d'un bien retiré de la vente suite à une préemption de la SAFER avec révision de prix

Au sein de chacune des huit priorités ci-dessus, les candidats sont départagés selon leur rang de classement au regard des critères d'appréciation de l'intérêt économique et environnemental de l'opération définis à l'article 5.

Les opérations SAFER :

Les opérations des SAFER conduisant à la mise en valeur de terres agricoles par un exploitant entrent dans le champ d'application de droit commun du contrôle des structures. **Le commissaire du Gouvernement agriculture est compétent en la matière.**

Article L141-1 : Les interventions des SAFER visent à favoriser l'installation, le maintien et la consolidation d'exploitations agricoles ou forestières afin que celles-ci atteignent une dimension économique viable au regard des critères du SDREA ainsi que l'amélioration de la répartition parcellaire des exploitations.

Compte tenu des missions d'intérêt public des SAFER, **seront hors priorités, les opérations SAFER qui tendent :**

- à concourir à la protection de l'environnement à travers le respect d'un cahier des charges adapté,
- à consolider l'économie agricole du territoire en rétrocédant des biens à des agriculteurs expropriés ou à des agriculteurs privés de la totalité de leur exploitation du fait de l'exercice du droit de reprise du propriétaire.

Article 4 **Fixation des seuils de contrôle**

4.1 – Seuils de surface

4.1.1. - Seuil de déclenchement de la demande d'autorisation d'exploiter

Pour l'ensemble de la région Normandie, **le seuil de surface est fixé à 70 hectares.**

Il correspond à 67,30 % de la SAU moyenne régionale toutes productions confondues des moyennes et grandes exploitations (104 ha) arrondi à l'entier supérieur (source SRISE : enquête structures 2016).

Le seuil s'apprécie en prenant en considération la surface totale de la ou des exploitations au sein desquelles le demandeur participe (directement ou indirectement à titre individuel ou en société), additionnée à la surface demandée, y compris celle concernée par les productions végétales et les ateliers hors-sol.

C'est aussi le seuil de démantèlement qui soumet à autorisation les opérations ayant pour conséquence de supprimer une exploitation agricole dont la superficie excède ce seuil ou de ramener la superficie d'une exploitation en deçà de ce seuil.

4.1.2. – Des équivalences sont fixées pour les **cultures végétales spécialisées et les ateliers hors-sol** (la liste des productions concernées et les équivalences correspondantes sont portées en **annexe n° 1 et 2**).

L'équivalence des cultures végétales spécialisées et des ateliers hors-sol (annexes n° 1 et 2) est appréciée en tenant compte de la superficie nécessaire pour que la nature de la production engendre une valeur de production brute standard (PBS) équivalente à celle dégagée par la surface agricole utile régionale moyenne.

4.2 – Seuil de distance

Sont soumis à autorisation les installations, les agrandissements ou réunions d'exploitations pour les biens dont la distance par rapport au siège de l'exploitation du demandeur est supérieure à **10 kilomètres** à vol d'oiseau par rapport au siège d'exploitation.

4.3 – Seuil de contrôle hors-sol

Le seuil de déclenchement de la demande d'autorisation d'exploiter pour la création d'atelier hors-sol est fixé **selon les modalités définies au 4.1.**

Article 5 **Critères**

En cas de concurrence au même rang de priorité, les critères suivants sont pris en compte pour départager les candidats (ces critères ne sont pas hiérarchisés).

5.1 - Les critères d'appréciation de l'intérêt économique et environnemental d'une opération énoncés à l'article L312-1 sont :

- 1) la dimension économique et la viabilité des exploitations agricoles concernées
- 2) la contribution de l'opération envisagée à la diversité des productions agricoles régionales, à la diversité des systèmes de production agricole et au développement des circuits de proximité
- 3) la mise en œuvre par les exploitations concernées de systèmes de production agricole permettant de combiner performance économique et performance environnementale, dont ceux relevant du mode de production biologique au sens de l'article L. 641-13
- 4) le degré de participation du demandeur ou, lorsque le demandeur est une personne morale, de ses associés à l'exploitation directe des biens objets de la demande au sens du premier alinéa de l'article L. 411-59, soit la participation sur les lieux aux travaux de façon effective et permanente, « selon les usages de la région » et en fonction de l'importance de l'exploitation, sans qu'elle se limite à la direction et à la surveillance de l'exploitation, mais sans exclure le recours à de la main d'œuvre salariée ou à la solidarité entre agriculteurs. Le demandeur doit également posséder le cheptel et le matériel nécessaires ou, à défaut, les moyens de les acquérir
- 5) le nombre d'emplois non-salariés et salariés, permanents ou saisonniers, sur les exploitations agricoles concernées

- 6) l'impact environnemental de l'opération envisagée
- 7) la structure parcellaire des exploitations concernées
- 8) la situation personnelle du demandeur, des autres candidats et du preneur en place

5.2 - Pour l'application, notamment du 1° de l'article L331-1, 1°, du code rural et de la pêche maritime, la dimension économique viable d'une exploitation à encourager est définie pour l'ensemble de la région Normandie par un critère de surface de 70 hectares.

La situation du candidat à la reprise de foncier, au regard de la dimension économique viable, est appréciée après application pour les cultures dites « spécialisées » des équivalences listées en annexe 1 et pour les ateliers hors-sol des équivalences répertoriées en annexe 2.

5.3 - Critères

Pour chacun des 8 critères d'appréciation de l'intérêt économique et environnemental de l'opération, les situations et conditions de validation sont listées dans le tableau ci-dessous.

Un critère est considéré comme validé, pour un candidat, dès lors qu'une de ces situations ou conditions est remplie. Les justificatifs doivent être apportés au moment du dépôt de la demande d'autorisation d'exploiter. Pour les projets d'installations, l'analyse portera sur un prévisionnel de type « Plan d'Entreprise » accompagné d'un engagement sur l'honneur à réaliser le projet.

En l'absence de justificatif, le critère ne sera pas validé.

Le critère « dimension économique et viabilité de l'exploitation » est affecté d'un coefficient 3, le critère « structure parcellaire », d'un coefficient 2. Les autres critères sont affectés d'un coefficient 1.

Au sein d'un même rang de priorité, les candidats sont classés en fonction de leur score (sommes de critères validés).

Les candidats présentant un écart d'un point au plus, par rapport au candidat ayant le score le plus élevé, sont réputés ex-aequo avec ce dernier.

1 – Dimension économique et viabilité de l'exploitant – Coefficient 3

- Elle est estimée par le montant de marge brute standard de l'exploitation par actif calculé en fonction de la grille fournie en annexe 3 – L'objectif est de consolider la ou les exploitations agricoles qui ont la plus faible dimension économique dès lors que l'écart est significatif ; on considérera équivalente à la dimension économique la plus faible, celle du ou des candidats supérieure ou égale à 20 % au plus à la dimension économique la plus faible

2 – Contribution à la diversité des productions agricoles régionales, à la diversité des systèmes de production agricole et au développement des circuits de proximité – Coefficient 1

- Au moins une production sous signe officiel de la qualité et de l'origine, y compris en Agriculture Biologique
- Exploitation en polyculture-élevage
- Au moins 10 % du chiffre d'affaires de l'exploitation issu de la vente en circuits de proximité

3 – Combinaison performance économique et environnementale - Coefficient 1

- Certification en agriculture biologique d'une partie des productions représentant au moins 50 % du chiffre d'affaires de l'exploitation
- Bail rural à clauses environnementales ou contractualisation environnementale avec une collectivité ou un établissement public
- Contrat portant sur une ou des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC), la conversion ou le maintien à l'agriculture bio-logique (CAB/MAB)
- Adhésion à un groupement d'intérêt économique et environnemental (GIEE) ou certification environnementale de niveau 2 ou plus ou adhésion au réseau DEPHY ou à un groupe 30 000
- Situation dans une aire d'alimentation de captage bénéficiant d'un plan d'action approuvé par arrêté préfectoral ou validé par le comité de pilotage, et représentant 10 % au moins de la surface de l'exploitation située dans cette aire

4 – Degré de participation du demandeur ou associés à l'exploitation (% temps de travail) coefficient 1

- Exploitation individuelle (entreprise en nom personnel)
- Société où les associés exploitants détiennent 100 % des parts

5 - Nombre d'emplois (le candidat qui comptabilisera le plus grand nombre d'actifs bénéficiera des points) – Coefficient 1

le décompte du nombre d'emplois est établi selon les règles suivantes :

- les chefs d'exploitation et conjoints collaborateurs à titre principal comptent pour 1 actif chacun
- les salariés en CDI, au prorata de leur temps de travail, comptent pour 0,7 actif chacun, dans la limite de 2 temps pleins, excepté pour le maraîchage plafonné à 4 temps pleins et l'élevage hors-sol de porcins et volailles plafonné à 3 temps pleins
- Les exploitants qui pourraient faire valoir leurs droits à une retraite à taux plein ne sont pas comptabilisés

6 – Impact environnemental de l'opération envisagée (un engagement sur l'honneur devra être produit) – Coefficient 1

- Maintien des terres reprises en production biologique
- Maintien des terres reprises en prairie
- Maintien des engagements environnementaux souscrits sur les terres reprises, pour la durée des engagements

7 – Structure parcellaire (le plan du parcellaire devra être produit) – Coefficient 2

- Reprise de parcelles entourées (contiguïté sur 80 % du périmètre) par le parcellaire du demandeur
- Reprise des parcelles situées à moins de 5 km à vol d'oiseau du siège d'exploitation

8 - Situation personnelle du demandeur / du preneur en place – Coefficient 1

- Situation particulière : ex : invalidité, décès d'un associé exploitant, maladie grave...
La situation devra faire l'objet de justificatifs fournis dans le dossier de demande

5.4 - Les agrandissements et concentrations excessifs d'exploitations

Seront considérés comme excessifs, au sens de l'article L312-1 du code rural et de la pêche maritime, les agrandissements, concentrations et réunions d'exploitations conduisant, après reprise, à une surface supérieure à **210 hectares, majorée de 70 hectares par associé exploitant à temps plein au-delà du premier, plafonnée à 350 ha.**

Article 6 **Entrée en vigueur**

Le présent arrêté prendra effet le lendemain de la date de publication au recueil des actes administratifs.

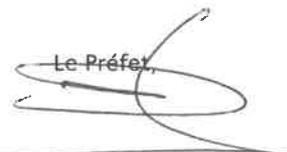
Les demandes d'autorisation d'exploiter déposées avant cette date, ainsi que, le cas échéant, les dossiers concurrents et successifs reçus avant qu'il ne soit statué sur ces demandes, demeurent soumises aux dispositions des schémas directeurs régionaux des exploitations agricoles antérieurement en vigueur.

Article 7 **Exécution**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie, les directeurs départementaux des territoires et de la mer du Calvados, de l'Eure, de la Manche, de l'Orne et de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Normandie, ainsi que sur les sites internet des Préfectures de la région et des départements concernés.

Fait à Rouen, le

19 MARS 2021

Le Préfet,

Pierre-André DURAND

Voies et délais de recours – Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Annexe n° 1 – Coefficients d'équivalence – Productions végétales

**Production Brute Standard (PBS 2013) estimées de la région Normandie
Estimation à partir des PBS des anciennes régions**

Types de cultures	PBS 2013* €/ha	Equivalence** (ha)
Blé tendre	1 489	1
Pommes de terre (yc primeurs et plants)	8 066	5,4
Cultures légumières de plein champ (légumes frais, melons, fraises) (1)	6 820	4,6
Cultures maraîchères de plein champ (légumes frais, melons, fraises, culture maraîchère : pleine terre avec ou sans tunnel bas) (2)	16 056	10,8
Cultures maraîchères de plein champ (légumes frais, melons, fraises, culture maraîchère : sous serre ou sous autre abri haut (accessible)) (2)	128 000	86,0
Cultures florales : de plein air ou sous abri bas (non accessible)	48 650	32,7
Cultures florales : sous serre ou sous autre abri haut (accessible)	230 000	154,5
Arboriculture fruitière, basse-tige	3 767	2,5
Cultures de baies (framboises, myrtilles...)	10 417	7,0
Fruits à coques (noix, châtaignes, noisettes...)	4 198	2,8
Pépinières (sylvicole et ornementale)	21 411	14,4
Autres cultures permanentes	8 342	5,6
Arbres de Noël	14 313	9,6
Champignons	6 345	4,3

Source : Service Régional de l'Information Statistique et Économique (SRISE)

* calculée avec des valeurs de la période 2011-2015 ; dernière version des PBS

** ratio entre la PBS d'un hectare de chaque culture et la PBS d'un hectare de blé tendre

- (1) Est qualifiée de « culture légumière de plein champ » une culture de légumes qui est conduite sur la parcelle en rotation avec d'autres cultures non légumières.
- (2) Est qualifiée de « culture maraîchère de plein champ » une culture légumière conduite sur une parcelle toujours affectée au fil du temps à la production de légumes. Elle peut être conduite en « légumes de plein air » ou en « légumes d'intérieur » (abris bas, hauts ou sous serre).

Annexe n° 2 – Coefficients d'équivalence – Productions animales

Liste des équivalences par type de production hors-sol
L'équivalent hors-sol à la SAU moyenne pour la région Normandie est égal au produit de l'équivalent hors-sol à la SMA nationale par la surface seuil de référence et divisé par la SMA nationale

Références :

- arrêté du 13 juillet 2015 fixant la surface minimale d'assujettissement nationale à **12,50 hectares**
- arrêté du 18 septembre 2015 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors-sol

Type élevage	Unité de production	Équivalence à la surface minimum d'assujettissement (12,50 ha)	Coefficient d'équivalence (pour 1 ha)	Équivalence à la surface seuil de référence régional, soit 70 ha
		(EQN)		(EQR = EQN*seuil de référence/SMA nationale)
PORCS				
Ateliers naisseurs	Nb truies présentes	42	3,36	235
Ateliers naisseurs-engraisseurs	Nb truies présentes	21	1,68	118
Ateliers engraisseurs	Nb places engraissement	300	24	1 680
VEAUX				
Ateliers engraissements	Nb places	100	8	560
	Nb veaux produits/an	300	24	1 680
VOLAILLES				
Poules pondeuses, en batterie ou au sol, pour la production d'œufs à consommer ou d'œufs à couvrir	m ²	750	60	4 200
Poulets de chair	m ²	1500	120	8 400
Poulets label avec parcours et poulets fermiers	m ²	700	56	3 920
	Nb têtes / an	22 500	1 800	126 000
Pintades, élevage industriel	m ²	1 500	120	8 400
Pintades label en volière	m ²	700	56	3 920
	Nb têtes / an	22 500	1 800	126 000
Dindes, élevage industriel	m ²	1500	120	8 400
Dindes fermières ou sous label avec parcours	m ²	700	56	3 920
	Nb têtes / an	7 500	600	42 000
Dindes de Noël	Nb dindes	1 500	120	8 400
Production d'œufs à couvrir	m ²	750	60	4 200
Canards, élevage en claustration	m ²	1 500	120	8 400
	Nb têtes / an	30 000	2 400	168 000
Canards fermiers ou sous label avec parcours	m ²	700	56	3 920
	Nb têtes / an	14 000	1 120	78 400
Cailles vendues vives	Nb / an	100 000	8 000	560 000
Cailles vendues mortes	Nb / an	60 000	4 800	336 000
Pigeons de chair, vendus vifs	Nb couples présents	750	60	4 200
Pigeons de chair, vendus morts	Nb couples présents	600	48	3 360
PALMIPÈDES A FOIE GRAS				
Oies	Nb / an	500	40	2 800
Canards	Nb / an	1 200	96	6 720
LAPINS				
Lapins de chair	Nb cages mères	125	10	700

	Nb mères présentes	140	11,2	784
Lapins angora	Nb animaux présents (dont nb animaux en production)	200 (150)	16 (12)	1 120 (840)
GIBIERS				
Faisans de tir	Nb poules présentes	175	14	980
	Nb faisans vendus / an	4 500	360	25 200
Perdrix de tir	Nb couples	225	18	1 260
	Nb perdrix grises vendues / an	4 500	360	25 200
	NB perdrix rouges vendues / an	4 000	320	22 400
Lièvres	Nb couples reproducteurs présents	50	4	280
Canards colverts	Nb canes	225	18	1 260
	Nb animaux vendus / an	9 000	720	50 400
Sangliers	Nb laies	25	2	140
	Nb animaux vendus / an	125	10	700
FOURRURE				
Visons	Cages femelles	300	24	1 680
Myocastors	Nb femelles	100	8	560
DIVERS				
Truites, salmoniculture en bassin	m ² bassin	500	40	2 800
Abeilles	Nb ruches	200	16	1 120
Activités équestres (hors élevage)	Nb équidés	5	0,4	28
Chats et chiens	Nb femelles reproductrices	8	0,64	45

Annexe 3 : marges brute standard par atelier

Références marge brute par activité
à prendre en compte dans la détermination de dimension économique

	MB (€)	Unités
Cultures de ventes (SCOP)	689	MB après travaux par tiers/ha
Cultures industrielles (pomme de terre, betterave sucrière, lin textile, maraîchage industriel)	1 945	MB après travaux par tiers/ha
Lait (livraison et vente directe)	222	MB/1 000 L
Vaches allaitantes	609	MB/VA
Horticulture (plants en pots)	123	MB/M2 serres
Pépinières	11 752	MB/ha
Vergers basse-tige	2 093 à partir de la 10ème année de plantation, 0 avant	Ha
Transformation cidricole	1,3 (atelier < 50 000 bouteilles 1 (atelier >= 50 000 bouteilles)	Bouteille
Boeufs, génisse viande	341	Nb vendus/an
Taurillons	265	Nb vendus/an
Veaux de boucherie	marge brute réelle de l'atelier	€ de MB
Ovins, caprin	70	MB/brebis
Porc : naisseur	marge brute réelle de l'atelier	€ de MB
Porc : naisseur-engraisseur	777	€/truies
Porc : engraisseur	52	€/place
Productions en intégration (veaux, volailles, porcs)	marge brute réelle de l'atelier	€ de MB
Equins	marge brute réelle de l'atelier	€ de MB
Poulets standard	34	MB/M2
Autres volailles standard	35	MB/M2
Poulets label	36	
Autres volailles label	57	MB/M2
Volailles pondeuses conventionnel	4.6	MB/poule
Volailles pondeuses label	7,51	MB/poule
Volailles pondeuses bio	8.88	MB/poule
Palmipèdes gras	marge brute réelle de l'atelier	€ de MB
Lapins naisseurs-engraisseurs	106	€/cage mère
Lapins autres	marge brute réelle de l'atelier	€ de MB
Légumes plein champs	8 097	MB/ha
Maraîchage vente directe	32 093	MB/UMO (y compris salariés)
Méthanisation (atelier sur l'exploitation)	marge brute réelle de l'atelier	€ de MB
Activités non répertoriées	marge brute réelle de l'atelier	€ de MB

